



EMBASSY OF SWITZERLAND
IN THAILAND

BANGKOK, 13 janvier 1992

35, North Wireless Road
G.P.O. Box 821, Bangkok 10501
Tel. 253 01 56-60
Telex 82687 SWISAMB TH
Fax 255 4481

Ref.: 350.0 CAMB - FZ/GM

CONFIDENTIEL

an	GYMAA				a/a
Date	12/				
Visa	63/117				117
EDA 17. Jan. 1992					
Ref. 1.311 Kampuchea					

D F A E

- Division Politique II
- Secrétariat politique
- Direction des O.I.
- DDA :
 - Division aide humanitaire et ASC
 - Section Asie II

Rapport sur ma mission au Cambodge
du 12 au 17 décembre 1991

I. Remarques préliminaires

Dans mon rapport du 8 de ce mois, j'ai déjà relaté mes entretiens avec le Prince Sihanouk et ceux avec M. Hun Sen, Membre du Conseil national suprême (CNS) et Premier Ministre du Gouvernement de Phnom Penh ainsi qu'avec MM. Son Sann et Ieng Mouly, qui représentent une autre faction au sein du CNS. Il ressort de ces entretiens que ces personnalités sont d'avis que la signature de l'Accord de paix constitue la meilleure solution pour le Cambodge car il n'y a pas d'autre alternative que la poursuite de la guerre civile, laquelle ne mènerait à rien de positif pour le pays. Cette opinion était partagée par tous mes autres interlocuteurs.

II. Entretiens avec des Représentants d'organisations internationales

A. Le PNUD

Le Représentant-adjoint, M. Rajeev Pillay (indien) m'a dit que le PNUD allait travailler à court et moyen terme dans les domaines suivants :

- a) assistance en vue de la réintégration au Cambodge des 175'000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et des soldats démobilisés
- b) création de petites entreprises



- c) réhabilitation des routes, des ponts, des chemins de fer et des transports sous la forme de financement d'études de factibilité et d'experts.

A long terme, le PNUD s'occupera de l'entraînement des responsables du pays en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et d'infrastructure. Le PNUD devra fonctionner comme un bureau multidisciplinaire. Il s'occupera aussi de la décentralisation et conseillera le gouvernement en matière de privatisation.

Mon interlocuteur a relevé à ce sujet qu'il n'y a pas de véritable système de prélèvement d'impôts au Cambodge et que le 90 % du budget de l'Etat est consacré au paiement des salaires des fonctionnaires (6 à 12 US\$ par mois). Un ministre gagne à peine 15 dollars. L'inflation s'est élevée à 90 % de janvier à octobre 1991. Le dollar qui valait 1300 riels au marché noir est tombé en 10 jours à 900 riels en novembre dernier après l'arrivée du Prince Sihanouk.

Depuis octobre 1991, le PNUD a dépensé 400'000 dollars. Son budget pour 5 ans s'élève à 120 mio de dollars, dont 25 mio de "trust fund". Son représentant évalue le PNB du pays à 130 US\$ par habitant.

Questionné au sujet de la progression du SIDA dans le pays, il répond que, sur 2'000 personnes contrôlées, deux cas ont été détectés.

B. Le HCR

Son représentant, M. Bjorn Johansson (suédois), m'a dit que la principale tâche du HCR est le rapatriement des 350'000 personnes déplacées (réfugiés) se trouvant dans des camps en Thaïlande.

Mon interlocuteur me déclare qu'il s'agit d'enregistrer les noms de tous les Cambodgiens qui se trouvent dans ces camps. Ces personnes auront en principe la liberté de choisir le lieu de leur future résidence au Cambodge. Le programme coûtera 109 mio de dollars. Le HCR a besoin de 33 millions pour construire des centres d'accueil, pour acheter de la nourriture, du matériel pour construire des cabanes, des camions pour assurer le transport ainsi que des machines pour réparer les routes.

De ces 33 millions, le HCR a reçu 18 mio dont 6 du Japon et 5 des USA. Une grande partie de cet argent a été utilisé pour acheter des camions (105 de 7 t) et des véhicules pour le personnel (ONG) qui va construire des camps de réception. La Croix-Rouge cambodgienne, avec l'assistance de la Ligue, va gérer les centres d'accueil. Le PAM fournira l'aide alimentaire. Une ONG japonaise va réparer les véhicules. En outre, il s'agit d'installer un réseau de communications par radio.

Le HCR estime que 250'000 personnes vont retourner au Cambodge à partir d'avril 1992 par l'entremise de l'ONU, soit environ 10'000 personnes par semaine. Il y a beaucoup de frontaliers parmi elles.

Plusieurs problèmes se posent : il y a d'abord celui des mines qui pullulent et dont un grand nombre ont été déplacées par les inondations. Il y a aussi des soldats qui se sont transformés en bandits armés dans la zone frontalière et qui terrorisent la population. Enfin, il y a le gros problème posé par la réinstallation des personnes déplacées dont une grande majorité a exprimé le désir d'être des cultivateurs. Il s'agit d'identifier des terres libres qui soient fertiles et qui aient de l'eau. Le Comité du Mékong étudie les images prises par satellite pour voir où se trouvent les terres sûres.

Mon interlocuteur m'a dit, à la fin de l'entretien, qu'il faudrait que le HCR reçoive de l'argent jusqu'à la fin de janvier 1992 pour pouvoir construire des maisons avec les bambous disponibles à cette saison.

Le HCR aura 6 centres de réception dont 5 dans le nord-est du Cambodge. Le coordonnateur de toute l'assistance fournie par le HCR a été désigné en la personne de M. Viera de Mello, de nationalité brésilienne.

C. UNICEF

Mon interlocutrice, de nationalité suédoise, me dit d'emblée que son organisation s'occupe avant tout de la protection maternelle et infantile et qu'elle couvre 30 à 35 % de la population. L'action de l'UNICEF est freinée par des problèmes liés aux difficultés d'accès, au manque de sécurité et à la faiblesse de la logistique.

L'UNICEF s'oriente vers des programmes à long terme et participe à la mise sur pied d'un nouveau système de santé. Les médecins, comme les instituteurs et les professeurs, ne sont pas payés depuis plusieurs mois. Heureusement, ils peuvent, depuis 1989, avoir un cabinet privé de consultations qui leur permet de vivre plus ou moins normalement.

Un des problèmes les plus importants sur le plan de la santé est le manque d'hygiène et de sens de l'asepsie dans les salles d'hôpitaux. De nombreuses femmes meurent en couche.

En matière de planification familiale, l'UNICEF a été chargé de faire une étude sur l'espacement des naissances car le taux d'accroissement actuel de la population est d'au moins 3 % annuel, comme au Laos.

L'UNICEF aura un budget de 12 mio de dollars en 1992 mais sa capacité d'absorption reste limitée. Selon mon interlocutrice, les zones contrôlées par les Khmers rouges se sont vidées de leur population.

Elle affirme que de nombreux Cambodgiens vivent actuellement plus mal que les réfugiés dans les camps. Les plus grands donateurs à l'UNICEF pour le Cambodge sont l'Australie, la Suède, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Le Japon n'a pas encore alloué des fonds.

La Représentante de l'UNICEF parle ensuite d'un programme consistant à aider les familles les plus pauvres, en général des femmes seules qui ont la responsabilité d'élever leurs enfants. Il s'agit de permettre à ces femmes de commencer une activité économique chez elles, par exemple d'avoir un petit atelier de tissage.

Un autre projet de l'UNICEF consiste à faire des puits et à installer des pompes fabriquées dans le pays (2'000 puits ont été forés en 1991).

Il y a en outre un grand besoin de livres scolaires.

A la fin de l'entretien, mon interlocutrice déclare qu'il faut éviter que le secteur public de la santé et celui de l'éducation ne sombrent irrémédiablement, faute de moyens financiers. Il s'agit de trouver des fonds pour payer les coûts récurrents, les salaires devant rester si possible à la charge du pays récipiendaire de l'aide.

D. UNAMIC

a) Entretien avec l'ambassadeur Atual Karim

Mon interlocuteur, qui a occupé entre autres les fonctions d'ambassadeur de son pays (Bangladesh) à Washington puis à New York, me déclare qu'il a un contrat de 6 mois pour remplir sa tâche. Il dispose d'un personnel civil et militaire composé de 112 Français, 38 Australiens, 22 Neo-Zélandais, 6 Allemands (équipe médicale), 75 civils et 75 personnes locales (interprètes, etc.). L'UNAMIC aura son quartier général dans le même bâtiment que le CNS.

Le principal mandat de l'UNAMIC est de préparer le terrain pour l'UNCTAC et d'établir la liaison avec le CNS. M. Karim me dit que, selon les accords de Paris, l'UNCTAC devra superviser les secteurs des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité intérieure, des finances et de l'information et que la tâche des Nations Unies sera beaucoup plus importante qu'en Namibie. Le coût de l'opération est évalué à environ 2 milliards de dollars. Pour le moment, il se fait du souci car des décisions n'ont pas encore été prises en ce qui concerne les crédits d'engagement. Par exemple, le Congrès américain n'a pas encore approuvé un crédit de 300 mio de dollars à cet effet. Les Japonais, qui devraient payer une somme substantielle, attendent la décision américaine pour prendre la leur. Comme le Prince Sihanouk, M. Karim craint que cela ne retarde le déploiement de l'UNCTAC au Cambodge. Il faudra aussi que le mandat d'intervention de l'ONU soit approuvé par le Conseil de sécurité.

b) Entretien avec le général Lorida (français)

Mon interlocuteur, qui est le chef-adjoint de l'UNAMIC et son responsable sur le plan militaire, me dit que sa principale tâche consiste à placer des officiers de liaison dans

tout le pays pour surveiller le désarmement et que ceci devrait être fait au plus tard jusqu'à la mi-janvier 1992.

Il ajoute qu'il a créé un petit Etat-major avec les responsables militaires des 4 factions cambodgiennes qui doivent lui donner tous les renseignements utiles en vue du désarmement de leurs troupes et de l'indentification des lieux où se trouve leur armement. Il me dit que, jusqu'à maintenant, ce sont les Khmers rouges qui collaborent le mieux. Il y a toutefois 2 factions qu'ils ne contrôlent plus. En revanche, c'est le gouvernement de Hun Sen qui collabore le moins. Les Khmers rouges lui ont déjà remis les plans de leurs champs de mines, mais il y en a partout, ajoute-t-il.

A la fin de l'entretien, le général Loridon me déclare qu'il est modérément optimiste et qu'il fait trois pas en avant et deux en arrière.

III Entretiens au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de Phnom Penh

Lors de mon arrivée à Phnom Penh, je ne désirais pas avoir des contacts étroits avec ce Ministère, mais quand j'ai appris que le Ministre, M. Hor Nam Hong, était aussi Membre du Conseil national suprême, mes réticences ont disparu. En effet, j'ai tout de suite constaté qu'un diplomate étranger ne peut rien faire sans l'administration de Hun Sen, du moins pour le moment. En effet, le Secrétariat du CNS ne se compose que de six personnes (3 de Hun Sen et 1 de chaque faction de l'opposition) qui ne s'étaient pas encore réunies lors de ma visite à Phnom Penh. Il faut donc que l'administration de Hun Sen reste en place, sinon le pays ne pourra plus fonctionner. C'est ce que m'ont affirmé les représentants des agences des Nations Unies.

Sous M. Hor Nam Hong, Mme Sun Saphoeun est responsable des pays d'Europe et elle m'a dit que c'est son Département qui avait en fait préparé ma visite et celle de mes collègues européens. Comprenant mon embarras, elle a ajouté "je sais que la Suisse est neutre, mais je peux vous assurer que le Prince Sihanouk ne prend aucune décision importante de politique étrangère sans consulter M. Hun Sen ou M. Hor Nam Hong". Les notes diplomatiques adressées au CNS aboutissent au Ministère de M. Hor Nam Hong car le CNS n'a pas d'administration propre.

Si le Chef du Protocole de Phnom Penh m'a paru dépassé par les événements, Mme Sun Saphoeun m'a fait une bonne impression. Elle appartenait à la classe aisée du pays qui, en désespoir de cause, s'est ralliée au gouvernement de Hun Sen par peur des Khmers rouges. Elle m'a expliqué que son mari avait été tué par les disciples de Pol Pot et qu'elle a pu sauver le reste de sa famille (mère et 3 enfants) en jouant l'idiote et en achetant certains Khmers rouges avec des bijoux en or qu'elle possédait. Tous n'étaient pas incorruptibles m'a-t-elle dit. Elle a ajouté qu'à l'époque, il fallait absolument éviter que les Khmers rouges se rendent compte qu'elle

connaissait une langue étrangère et qu'elle avait un certain niveau d'instruction, sinon c'était la mort.

Son Ministre, M. Hor Nam Hong, m'a fait également une bonne impression. Il s'agit d'un homme fin et cultivé qui parle très bien le français. Il connaît la Suisse et apprécie sa politique de neutralité. Il m'a posé des questions au sujet de notre politique future vis-à-vis de la Communauté européenne et a émis le voeu que la Suisse conserve sa neutralité, laquelle, selon lui, a été utile et profitable aux pays de l'Indochine grâce aux conférences de Genève.

IV Entretiens avec des collègues accrédités auprès du CNS

Lors de mon séjour à Phnom Penh, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les ambassadeurs des pays suivants : France, GB, Thaïlande, Etats-Unis, Vietnam et Chine. En fait, certains sont des envoyés spéciaux (GB et USA) et n'avaient pas de lettres de créance signées par leur Chef d'Etat. C'était aussi le cas au début du Thaïlandais qui possédait une lettre signée par son Premier Ministre. Sihanouk a alors insisté et l'ambassadeur a reçu des lettres signées par son roi.

L'Ambassadeur de France, M. Coste, m'a dit à ce sujet qu'il ne comprenait pas que certains pays éprouvent des difficultés à faire signer par leur Chef d'Etat une lettre destinée au Prince Sihanouk, personnalité que tout le monde reconnaît et qu'il juge incontestée. Je lui ai répondu que cela tenait à la nature du CNS et au fait que le Cambodge avait en ce moment deux chefs d'Etat : le Prince et Heng Samrin qui représente l'Etat créé à la suite de l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge. Il m'a rétorqué que toutes les factions vietnamiennes y compris Hun Sen avaient reconnu Sihanouk, non seulement en qualité de Président du CNS mais aussi du Cambodge, la semaine précédente, ce qui est vrai.

Puis mon collègue français, qui était auparavant ambassadeur aux Fidji, m'a fait l'éloge de Hun Sen et de son gouvernement en disant que, dans les circonstances actuelles du Cambodge, on ne pouvait rien entreprendre sans lui et son administration. Il a ajouté que les pays occidentaux avaient trop attendu pour le reconnaître et l'appuyer et qu'il constitue la meilleure carte contre les Khmers rouges avec la légitimité que lui apporte Sihanouk. Il a ajouté que ces deux personnalités ont leur sort lié. Sans l'autre, leur action individuelle est limitée.

Mes autres interlocuteurs, en particulier le Britannique, l'Américain et le Thaïlandais, sont plus prudents vis-à-vis de Sihanouk et surtout de Hun Sen, mais ils estiment aussi que l'avenir du Cambodge dépend de la collaboration entre ces deux personnalités pour empêcher les Khmers rouges de revenir au pouvoir. Le Thaïlandais m'a parlé d'alliance tacite. Il pense que si Ranariddh a voulu conclure une alliance avec Hun Sen, c'est sur les conseils de son père. Il estime que le jeune Prince n'est pas assez fort pour prendre une initiative à

l'insu de son père qui l'utilise parfois pour lancer des bal-
lons d'essai.

D'une manière générale, je dirais que ces collègues qui se trouvaient depuis 2 à 3 semaines sur place n'ont pas été en mesure de me donner des informations précises sur l'avenir du CNS et sur la future action de l'ONU. Ils attendaient de voir le CNS à l'oeuvre pour le juger et ils étaient modérément optimistes quant à la perspective d'assister à des élections au printemps 1993. Le Chinois et le Vietnamien, tous les deux nouveaux au Cambodge, ne m'ont pas donné des informations intéressantes mais, ils m'ont déclaré, chacun de son côté, que les relations entre leurs deux pays s'étaient améliorées ces derniers mois.

V Réponses aux questions posées dans le télex 6273 de la Division
politique

- a) Comme vous me l'aviez recommandé, je n'ai fait aucune promesse d'aide à mes interlocuteurs. J'ai simplement dit aux membres du CNS que la Suisse était disposée à envoyer des observateurs au moment des élections, comme elle l'avait fait en Namibie.
- b) Pour le moment, le CNS me paraît être un organisme faible qui a un urgent besoin de la présence et du soutien des Nations Unies. Il faut espérer qu'il pourra fonctionner jusqu'à l'arrivée de l'UNCTAC car le cessez-le-feu n'est pas totalement respecté et la confiance entre Hun Sen et les Khmers rouges est très fragile. Toutefois, il semble que les 3 factions de l'opposition aient intérêt à être membre du CNS qui leur assure une participation au pouvoir. Sans ce dernier, elles seraient condamnées à continuer la lutte armée. Mais les chances de succès de l'Accord de paix dépendent avant tout du déploiement de l'UNCTAC. On peut pratiquement affirmer : "sans la présence de l'ONU, pas de paix". En tout cas, personne ne m'a affirmé le contraire.
- c) La principale difficulté de l'UNAMIC est sa faiblesse numérique. Elle ne peut pas garantir la paix. Il faut que l'UNCTAC vienne lui succéder très rapidement avec un contingent qui serait de l'ordre de 15'000 à 20'000 personnes, m'a-t-on dit. Il est nécessaire d'envoyer un grand nombre d'observateurs pour surveiller le désarmement effectif des 4 troupes et pour s'assurer qu'elles ne cachent pas des armes. Hun Sen est très méfiant sur ce point. Il sait que les Khmers rouges ont constitué d'importantes réserves d'armes dans leur zone d'influence. Dès son arrivée à Phnom Penh, l'UNAMIC a dû résoudre certains problèmes d'infrastructure dont celui des liaisons par radio afin que les officiers étrangers puissent communiquer avec Phnom Penh et entre eux. Une autre difficulté a consisté à vaincre la résistance psychologique du Gouvernement de Hun Sen qui a l'impression que l'Accord de Paris profite surtout à l'opposition, en particulier aux Khmers rouges. Il leur permet en effet d'accéder au CNS et de participer à la prise des décisions par consensus.

- d) En ce qui concerne la future mission de la Croix-Rouge suisse au Cambodge, il n'y aura pas de problème. Il suffit que les membres de la mission soient annoncés à l'avance au CNS, c'est-à-dire au MAE de Phnom Penh, qui donnera l'ordre aux autorités de l'aéroport d'accorder des visas à l'arrivée des membres de la délégation. Le Cambodge a besoin de l'aide étrangère dans de nombreux domaines et ne pose pas d'obstacle à la venue d'experts étrangers à la condition qu'ils ne se mêlent pas des affaires internes du pays. La Croix-Rouge suisse est favorablement connue au Cambodge à cause de son aide à l'hôpital de Takéo.
- e) Le problème des mines est très sérieux, ceci d'autant plus qu'un certain nombre d'entre elles ont été déplacées par les inondations. La semaine dernière, les journaux thaïlandais de langue anglaise ont relaté le fait qu'un millier de personnes allaient être envoyées au Cambodge dans le cadre de l'opération de déminage. La réussite de cette action dépendra finalement des informations que voudront bien fournir les représentants des 4 troupes. Les territoires les plus dangereux sont ceux qui se trouvent entre les armées respectives.

La route à la frontière thaïlandaise est libre de mines mais elle est en mauvais état. Les Thaïlandais se sont compromis à réparer les premiers 35 km. Cette route peut être utilisée pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées. En revanche, elle est en très mauvais état dans la province de Pursat. Il faudrait que les tronçons défectueux soient réparés avant la saison des pluies qui débute en juin.

- f) J'ai communiqué à mes interlocuteurs l'allocation de 1 million de francs au HCR pour le rapatriement des personnes déplacées (réfugiés) en Thaïlande. Cette contribution a été vivement appréciée par les membres du CNS et par la représentation du HCR à Phnom Penh. J'ai aussi mentionné la mise à disposition de l'ONU d'un expert de la SGS pour les questions douanières. Personne ne m'a mentionné l'éventuelle nomination d'Alain Modoux, chef de l'information de l'UNESCO, comme futur porte-parole de l'UNCTAC.

VI Recommandations pour l'aide future de la Suisse au Cambodge

- a) Je partage l'avis du Groupe de travail du Département contenu dans le télex du 5 décembre dernier de la Direction des organisations internationales en ce qui concerne la situation au Cambodge et les possibilités d'aide.

Comme le CNS n'a eu que 3 séances jusqu'à ce jour et que certains dirigeants n'ont pas pu y assister, il est difficile de porter un jugement sur sa capacité d'action. Pour le moment, elle me paraît faible, voire inefficace sans la présence et l'aide massive de l'ONU. Il faut en outre que les grandes puissances continuent leurs pressions sur les protagonistes afin qu'ils observent réellement le cessez-le-feu et maintiennent le dialogue entre eux, surtout les Khmers rouges et Hun Sen.

- b) Dans la phase actuelle de l'UNAMIC, une aide supplémentaire de la Suisse n'est pas nécessaire.
- c) En revanche, il faut d'ores et déjà se préparer à aider l'UNCTAC en envisageant :
- 1) une contribution supplémentaire au HCR pour le rapatriement des personnes déplacées
 - 2) une contribution à l'UNICEF pour lui permettre de développer son programme visant à fournir une source de revenu aux femmes seules en charge d'une famille après leur retour au Cambodge (par ex. création d'ateliers de tissage).
 - 3) une contribution à l'UNCTAC vu les frais colossaux que son intervention va entraîner. Notre Observateur auprès des Nations Unies à New York pourrait examiner avec elle dans quel domaine elle aurait besoin de l'aide de la Suisse afin que le Conseil fédéral puisse expliquer ensuite au peuple suisse que cette contribution est destinée à un but précis (par ex. le déminage) et pas aux frais administratifs qu'une telle opération présuppose. Ces frais devraient être pris en charge par les membres de l'ONU.
- d) Il faut d'ores et déjà envisager des contributions aux ONG suisses qui travaillent au Cambodge (Croix-Rouge suisse et Entraide protestante) pour des actions ponctuelles ainsi qu'au CICR.

En ce qui concerne ce dernier, l'épouse du Chef de la délégation M. Frésard, m'a déclaré, en l'absence de son mari, que, dans la phase actuelle, le CICR disposait d'assez d'argent pour accomplir ce qu'il était autorisé à faire au Cambodge. Toutefois, ses besoins augmenteront à l'avenir s'il peut vraiment jouer son rôle conformément aux Conventions de Genève. A ce sujet, un incident a éclaté à la fin de l'année 1991 entre le Chef de la délégation et le Gouvernement de M. Hun Sen lorsque ce dernier a subitement autorisé le CICR à visiter une prison. M. Frésard a refusé en disant qu'il ne pouvait pas le faire sauf si le gouvernement autorisait le CICR à visiter toutes les prisons où se trouvent des détenus politiques et des prisonniers de guerre. Le responsable de l'ONU, qui avait reçu aussi une invitation, a également refusé pour ne pas entrer dans le jeu du Gouvernement de Phnom Penh. A la décharge de ce dernier, il faut dire aussi que les 3 factions de l'opposition n'ont pas non plus permis jusqu'ici au CICR de rendre visite à leurs prisonniers de guerre.

- e) Examiner la possibilité d'une contribution à l'hôpital du district de Tbaung Khmum, dans la province de Kompong-Cham, pour lui permettre de s'équiper. Il s'agit d'une demande personnelle de M. Hun Sen qui m'a dit que sa concrétisation réjouirait aussi le Prince Sihanouk car il venait de visiter cet hôpital et avait été frappé de voir que l'équipement faisait défaut.

- f) Donner des bourses de la DDA à de jeunes diplomates cambodgiens pour leur permettre de suivre une formation à l'IUHEI à Genève (comme les Africains) ou de se perfectionner (par ex. cours sur la négociation internationale donnés sous la direction de M. Jean Freymond). M. Hor Nam Hong serait vivement intéressé à la réalisation d'un tel projet. Je l'ai sondé à ce sujet.
- g) Vu ce qui précède, je recommande vivement l'envoi au Cambodge d'une mission de la Division de l'aide humanitaire et du Corps de secours en cas de catastrophes en mars prochain pour étudier ce qu'ils pourraient faire concrètement. Mon collaborateur M. Lavizzari, coordonnateur de la DDA, se joindra à cette mission pour la diriger et pour examiner des projets à plus long terme. Je m'efforcerai de faire coïncider ma prochaine visite au Cambodge avec la phase finale de cette mission.

J'estime qu'il vaut mieux attendre le mois de mars pour effectuer une telle mission car, à ce moment-là, le CNS devrait être à même de faire des recommandations et de prendre des décisions. On connaîtra aussi mieux les intentions de l'ONU et de ses agences spécialisées ainsi que les projets qu'elles se proposent de mettre sur pied en faveur des personnes revenues au Cambodge. Leurs vues n'étaient pas précises en décembre dernier, du moins celles de leurs représentants sur place.

Pour le reste, je vous renvoie au rapport de M. Lavizzari du 20 décembre 1991 dont je soutiens les propositions en ce qui concerne l'aide à moyen et long terme.

VII Remarques finales

Je pense que cette visite à Phnom Penh a été très utile car, en m'y envoyant, le Département a su démontrer à temps la solidarité et le soutien des autorités suisses au CNS, en particulier au Prince Sihanouk qui a apprécié ce geste. Il en a été de même des autres membres du CNS hormis les Khmers rouges que je n'ai pas pu rencontrer. D'autre part, il était temps d'avoir des contacts avec Hun Sen qui s'est taillé ces dernières années une véritable stature internationale et qui gouverne le pays à l'exception d'une zone très petite. Tant lui-même que M. Hor Nam Hong m'ont très bien reçu et m'ont accordé un temps d'entretien qui dépasse largement ce qui est d'usage lors d'une première visite.

Le CNS a vraiment besoin de l'appui des grandes puissances, des pays neutres et de ceux de la région, en particulier du Japon et des membres de l'ASEAN, pour maintenir la cohésion entre ses membres et remplir sa tâche. Mais le rôle de l'ONU est jugé fondamental et on peut dire que cette organisation détient le futur du Cambodge entre ses mains. Aussi, tout ce qui pourra être accompli pour soutenir l'UNCTAC et les agences spécialisées dans leurs actions, ne pourra qu'être bénéfique à ce pays qui doit être reconstruit quasi entièrement.

Le principal danger reste celui des Khmers rouges. La lutte contre eux doit maintenant s'engager sur le plan du développement du pays en ne perdant pas de vue les besoins de la masse de la population qui vit dans les campagnes et dont une partie semble avoir déjà oublié les atrocités commises par les disciples de Pol Pot. Ceux-ci, en bons marxistes, vont exploiter toutes les erreurs, les tares et les contradictions du gouvernement issu des élections pour essayer de revenir légalement au pouvoir. La paix au Cambodge est fragile et l'avenir de ce pays est encore incertain. Mais il n'y a pas d'autre choix raisonnable que celui résultant de l'Accord de Paris d'octobre dernier.

L'Ambassadeur de Suisse



G. Fonjallaz

Copie à :

Ambassades de Suisse à

- Beijing
- Djakarta
- Hanoï
- Washington
- Paris
- Londres
- Moscou
- Observateur permanent de la Suisse
à New York